

Les TJC lancent la campagne « Sortons le gaz de nos lieux de travail » La plus évidente et la plus facile parmi les tâches de décarbonation

La CAQ a bloqué à double tour [l'inclusion de toute clause environnementale](#) dans la convention collective du secteur public malgré [l'appui explicite](#) de syndicats de professeurs de cégep. Les Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (TJC), qui en avaient fait la proposition, loin de jeter la serviette rapplique en lançant la campagne « *Sortons le gaz de nos lieux de travail* ». Comme le dit d'entrée de jeu cette campagne :

Le gaz naturel dans les institutions publiques, c'est l'équivalent carbone de plus de 250 000 voitures. TJC vous propose de vous mobiliser pour sortir le gaz fossile - dit "gaz naturel" - de votre milieu de travail. Contactez votre syndicat, téléchargez la trousse de mobilisation, et écrivez-nous pour nous faire part de vos progrès!



Au Québec, les émissions de gaz à effet de serre (GES) des bâtiments représentent 7,1 mégatonnes (Mt) d'équivalents CO₂ (en 2020). Le gaz « naturel », mieux appelé gaz fossile, est responsable de 63 % de ces émissions. Dans le milieu industriel, commercial et institutionnel, les émissions de GES liées au chauffage sont évaluées à 4,1 Mt d'équivalents CO₂, soit 5,5 % des émissions de GES de la province. **Ces émissions sont équivalentes aux émissions annuelles de 1,26 millions de voitures.** Au moins 46 000 bâtiments commerciaux et institutionnels doivent encore être décarbonés au Québec alors que le chauffage des bâtiments est reconnu pour être un des secteurs les plus faciles à décarboner.

Émissions de GES causées par le chauffage des institutions publiques		
	Émissions (tonnes équivalents CO ₂)	Équivalent en voitures
Écoles publiques (primaires et secondaires) (2017)	218 721 t	64 520 voitures
Cégeps publics (2021)	29 582 t	8 726 voitures
Universités (2016)	117 641 t	34 702 voitures
Réseau de la santé et services sociaux (2022)	484 159 t	142 820 voitures
Autres bâtiments publics (palais de justice, postes de police, bureaux, prisons, etc.) (2020)	21 556 t	6 359 voitures
Total des services publics	871 659 t	257 127 voitures
Sources : Gouvernement du Québec, <i>Registre public des données énergétiques des bâtiments institutionnels</i> (2023) et Ministère de l'enseignement supérieur du Québec (2023)		

Un factuel argumentaire percutant et une concrète trousse de mobilisation en 7 étapes

Notons [l'argumentaire](#) percutant de la campagne qui dénonce ce gaz naturel composé à « 95 % de méthane [...] dont le pouvoir de réchauffement est 81,2 fois plus élevé que celui du CO2 (sur 20 ans) » et qui « provient principalement de terres autochtones non cédées de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ». La soi-disant solution biénergie proposée par le duo Hydro-Québec et Énergir génère deux fois plus de gaz à effet de serre (GES) que celle tout électricité mais coûte moins chère à cause de la structure tarifaire actuelle d'Hydro-Québec. « Avec une meilleure isolation des bâtiments, un chauffage électrique fonctionnant avec des thermopompes (3 à 5 fois plus efficaces que les plinthes) et des accumulateurs thermiques, les coûts d'exploitation seraient inférieurs à ceux de la biénergie [...] Il existe plusieurs solutions pour [résoudre le problème de l'heure de pointe] notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique, le recours aux thermopompes, aux accumulateurs thermiques, à la domotique et à la géothermie. »

« Il est également possible de récupérer les rejets thermiques des industries ou des centres de données [...] Pour les nouveaux bâtiments, il faut mettre en place des normes de construction tendant vers des bâtiments à consommation énergétique nette zéro. La Bibliothèque de Varennes, la Maison du développement durable et le Mountain Equipment Coop de Longueuil en fournissent de bons exemples. » Quant « gaz naturel renouvelable » (GNR), non seulement est-il pour l'instant « imaginaire », car « le gaz distribué par Énergir est composé à environ 99 % de gaz fossile », mais aussi « [l]a production à grande échelle de GNR peut poser d'autres problèmes écologiques : menaces pour les forêts et leur biodiversité, maintien des élevages industriels, perpétuation du gaspillage alimentaire. Elle pourrait aussi faire concurrence au compostage. »

Pour soutenir l'organisation de la campagne sur les lieux de travail, TJC suggère un mode d'emploi appelé « [trousse de mobilisation](#) » contenant un processus de « 7 étapes simples » dans lesquelles s'imbriquent une « proposition de résolution syndicale » et un « exemple de pétition ». On y suggère entre autres d'« entre[r] en contact avec l'association étudiante pour tenter d'obtenir son appui... », l'organisation de kiosques et « une tournée des bureaux, départements et espaces de travail ». On y conseille de monter un dossier concret sur la transformation de la climatisation avec argumentaire à l'appui propagé par le kiosque et le recours aux réseaux sociaux. « Si la position de votre CA semble intenable, envisagez de contacter les médias locaux. » On remarque que le mode d'emploi s'adresse particulièrement aux syndicats de l'enseignement ce qui reflète la composition réellement existante des TJC au stade actuel de son développement.

Un manifeste donnant l'esprit éco syndicaliste et démocratique de cette campagne pragmatique

En complément à la démarche pragmatique et concrète « *Sortons le gaz de nos lieux de travail* », les TJC se sont dotés d'un [manifeste](#) qui, si l'on peut dire, en donne l'esprit :

Nous produisons du jetable. Nous sacrifions des lacs et des forêts. Nous soignons avec des horaires qui nous rendent malades. Nous éduquons une jeunesse que l'on prive d'avenir. Cette contradiction nous brûle. Nous réclamons le droit de « gagner notre vie » sans contribuer à l'effondrement du vivant. On oppose souvent les emplois et l'écologie. Mais ce n'est pas le travail qui s'oppose à ce qui rend la vie humaine possible, ce sont les exigences toujours croissantes de productivité et de profit. [...]

Ceux qui accumulent le plus ne créent aucune richesse : ils la prennent sans honte en semant la désolation derrière eux. Les peuples autochtones et les personnes les plus précaires, surtout au Sud, sont les premier-ères à en payer le prix. [...]

Nous revendiquons une organisation du travail qui redonne au vivant autant qu'elle lui prend. Le syndicalisme doit devenir un écosyndicalisme : il doit défendre, bien plus que des salaires et des congés, des conditions de travail qui enrichissent et régénèrent notre milieu de vie. C'est en nous appuyant sur nos syndicats que nous pourrions contrer le ravage. [...] Nous avons le pouvoir de sonner l'alarme et de forcer l'arrêt de la machine. [...]

Les carburants fossiles sont aujourd'hui la principale menace à la préservation de l'humanité, mais aussi de l'ensemble du vivant. Il faut s'en libérer. La crise écologique ne se résoudra pas en achetant une voiture électrique. Ce sont les transports publics qu'il faut déployer partout, c'est le chauffage au gaz qu'il faut détrôner, ce sont nos manières d'habiter, de produire et de manger qu'il faut révolutionner. [...]

Pour faire face aux catastrophes d'aujourd'hui et de demain, nous avons besoin de services publics forts et de programmes d'aide accessibles. Nous revendiquons une taxation massive de la richesse pour assurer des conditions de vie décentes à tous et toutes. [...]

Nous en avons soupé des consultations qui supposent notre « acceptabilité sociale ». Nous revendiquons une véritable démocratie politique et économique qui ne s'arrête pas aux portes du parlement et du patronat. [...]

Nous sommes les travailleuses et travailleurs pour la justice climatique. Joignez-vous à nous.

Reste la tâche ardue mais emballante d'enraciner cette campagne dans les lieux de travail.

Marc Bonhomme, 3 février 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca